

# 45 ANS D'OPÉRATIONs MILITAIRES FRANÇAISES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## AVERTISSEMENT

Les Lettres du Retex – Opérations sont des notes exploratoires destinées à l'information des forces. Elles n'engagent que leurs auteurs.

Par Florent de SAINT VICTOR, spécialiste des questions de Défense et du blog *Mars Attaque*

## CE QU'IL FAUT RETENIR

- **1979 Opération Barracuda. Aide au président Dacko face à l'empereur Bokasa 1<sup>er</sup>.**
- **1981-1998 Présence des Éléments français d'assistance opérationnelle.**
- **1996-1998 Opérations Almandin. Protection des ressortissants. Appui à la MISAB.**
- **1998 Opération de désengagement Cigogne.**
- **2003 Début de l'opération Boali.**
- **2008 EUFOR Tchad/RCA.**

l'indépendance de ce pays d'Afrique centrale. Certaines problématiques rencontrées par les forces armées françaises durant ces précédentes opérations peuvent apporter des éclairages sur les fins et les moyens de cette nouvelle opération.

## L'opération Barracuda

Le 15 août 1960 (soit quelques jours après la proclamation de l'indépendance), la France et la RCA signent un accord de défense relativement contraignant. A l'origine, cet accord est quadripartite, incluant la République démocratique du Congo (RDC) jusqu'en 1972 et le Tchad jusqu'en 1976. En 1966, un accord de coopération militaire et technique avec la RCA complète ce premier accord, en étant centré sur la montée en puissance des Forces armées centrafricaines (FACA). Depuis cette date, la RCA invoque plusieurs fois la clause d'assistance en cas d'agression extérieure contenue dans l'accord de défense pour demander l'aide militaire de la France.

**A** lors qu'une opération militaire a été déclenchée par la France (et ses partenaires) en République centrafricaine (RCA) afin de rétablir la sécurité, retour sur quelques-unes des précédentes opérations menées depuis

**La France intervient donc à plusieurs reprises, en plus d'assurer de manière quasi-permanente depuis presque cinquante ans la formation et l'entraînement des FACA, notamment de la Sécurité présiden-**



tielle (devenue depuis Garde présidentielle). Pour le volet opérationnel de cette coopération, des DIO (Détachements d'instruction opérationnelle) assurent l'instruction, tandis que des DAO (Détachements d'assistance opérationnelle) soutiennent les différentes unités des FACA lors de certaines opérations.

En septembre 1979, l'opération *Barracuda* est déclenchée par la France afin de déposer l'empereur Bokassa 1<sup>er</sup>. Au pouvoir depuis 1966, il est mis en cause par une commission d'enquête pour des massacres perpétrés sur des enfants au printemps 1979. Soutenu par Paris, le président Dacko lui succède.

Un élément des forces spéciales (1<sup>er</sup> RPIMa) assure la prise de l'aéroport de Bangui-M'Poko (Nord-Ouest de la capitale), permettant l'arrivée d'éléments prépositionnés au Tchad dans le cadre de l'opération Tacaud. Quelques 600 militaires français (4 unités élémentaires appuyées par 4 avions Jaguar et 2 appareils de patrouille maritime Breguet Br 1150 Atlantic) assurent alors la protection des 3 200 ressortissants français, tout en empêchant, par leur présence dissuasive, l'arrivée depuis le Nord de combattants libyens qui profiteraient de cette période de transition.

## Les EFAO et les opérations Almandin

Cette opération se conclut par la mise en place en juin 1981 des Éléments français d'assistance opérationnelle (EFAO) qui ont pour objectif d'assurer

une montée en puissance plus rapide des FACA. Dans le même temps, les bases de Bangui et Bouar sont utilisées par les forces françaises au titre du prépositionnement régional, bien placées au cœur de l'Afrique centrale, à la fois pour l'acculturation, l'entraînement et pour de nombreuses interventions (au Tchad, au Gabon, au Zaïre, au Rwanda et au Congo notamment).

Des mutineries au sein de certaines unités des FACA conduisent à déclencher coup sur coup l'opération *Furet/Almandin 1* en avril 1996, *Almandin 2* de mai 1996 à juin 1997, puis

*Almandin 3* de juin 1997 à mars 1998. Venant en renfort des EFAO, ces opérations de protection et d'évacuation de ressortissants, et d'aide au rétablissement de la souveraineté des autorités centrafricaines mobilisent jusqu'à 2 300 hommes avec, pour la première fois en Afrique, l'emploi de véhicules de l'avant blindé (VAB) à la fois par les rebelles et les forces françaises. Jusqu'à 14 unités élémentaires sont déployées simultanément et, outre les VAB déjà mentionnés, elles mettent en œuvre des AML 90, des VLRA canon de 20 mm, des missiles Milan, des Puma canon de 20 mm qui tous se révèlent particulièrement utiles en zone urbaine.

Lors de ces opérations, les missions assignées aux militaires français sont d'assurer la sécurité et, dans certains cas, l'évacuation, des ressortissants français et étrangers, ainsi que la protection de certaines implantations (aéroport, chancellerie, résidence de l'ambassadeur, etc.). A ces objectifs touchant directement les intérêts français, s'ajoutent parfois la sécurité de certains axes (dans Bangui et ses alentours) ou de points sensibles (dépôts de carburant, centrale électrique, etc.). Les modes d'action sont les patrouilles plus ou moins protégées, l'emploi des DAO/DIO (ou des DAMI – détachements d'assistance militaire d'instruction) au sein des FACA (parfois par des éléments du Commandement des opérations spéciales – COS), les extractions de ressortissants, les démonstrations de force (notamment via l'emploi de moyens aériens) ou les opérations de reprise de « symboles de la souveraineté de l'État centrafricain », comme l'opération de conquête de la maison de la radio, tenue par les

mutins et reprise par une manœuvre interarmes avec trois sous-groupements tactiques interarmes (SGTIA) pendant l'opération *Almandin 2* en 1996.



Crédits : ECPAD.

Le 4 janvier 1997 un officier et un sous-officier du 6<sup>e</sup> RPIMa sont tués lors d'une tentative de médiation avec des rebelles dans Bangui. C'est l'élément déclencheur de l'opération *Almandin 3* qui engage des renforts du Guépard de France et des unités prépositionnées (Tchad, Gabon). **Une gradation dans l'emploi de la force et un comportement ferme mais adéquat ont permis généralement de limiter les effusions de sang.**

En août 1997, la MISAB (Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui) est mise en place, forte de 790 militaires africains soutenus, notamment sur le plan logistique, par la France. Lors des pics de violence, les militaires français apportent une aide à la MISAB pour assurer la sauvegarde de ses troupes. Dans certaines phases ponctuelles, ils appuient la MISAB dans la reprise de certains quartiers. De mars 1998 à février 1999, un détachement français est intégré au sein de la MINURCA (Mission de maintien de la paix des Nations Unies en RCA, qui remplace la MISAB). Il assure la collecte et la destruction de munitions, ainsi que le soutien logistique de cette force de 1 450 hommes. Il soutient aussi le déroulement des élections législatives de la fin de l'année 1998. Cinq bases de déploiement logistiques sont dispersées pendant 2 mois sur l'ensemble du territoire, avec pour chacune une équipe de soutien, des équipiers du groupement de commandos parachutistes (GCP de la 11<sup>e</sup> division parachutiste devenue brigade en 1999), des éléments du service des essences des armées (SEA) et d'entretien.

Au cours de ces deux années, alors que l'agression par des éléments extérieurs ne peut être caractérisée (notamment lors des mutineries), les coopérants des EFAO qui assurent l'assistance militaire opérationnelle et technique (réforme au plus haut niveau de l'appareil de Défense centrafricain) ne peuvent prendre part directement aux activités opérationnelles de l'armée centrafricaine. Leurs règles d'engagement sont généralement strictement limitées à la légitime défense. Pour les autres détachements, cette légitime défense est étendue aux personnes protégées et aux installations gardées. Dans certains cas, l'emploi de la force est ponctuellement autorisé pour assurer la liberté de circulation.

Les renforts restent quelques semaines après la période de tensions, participant par leur présence au retour progressif au calme avant un désengagement, comme c'est le cas d'octobre 1997 à avril 1998 avec le retrait des EFAO (**opération Cigogne**). En effet, sur décision présidentielle, les forces françaises se recentrent en Afrique sur le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Tchad et Djibouti. En quittant la localité de Bouar (au Nord de Bangui), les effectifs passent de 1 500 à 1 000 puis à 300 en se recentrant sur l'aéroport de Bangui-M'Poko. **Une manœuvre complexe de désengagement se déroule sur 6 mois avec une baisse progressive et cohérente des effectifs (en préservant la capacité du détachement présent à assurer sa sauvegarde).** Des appareils de transport Antonov 124 sont affrétés et assurent une dizaine de rotations, en plus des 36 rotations des appareils DC-8 en version cargo, des 200 rotations pour les différents ATT et des convois routiers vers Libreville ou N'Djamena. Non rapatriable, du matériel d'une valeur de 2 millions d'euros est également cédé à la RCA.

## L'opération Boali, une opération qui dure

En mars 2003, un accord entre le président-général Bozizé, qui vient de prendre le pouvoir par un coup d'état, et le président Chirac conduit à la mise en place de l'**opération Boali** pour soutenir les FACA et la FOMUC (Force multinationale de la CEMAC – Communauté économique et monétaire des États d'Afrique Centrale). Cette force créée en octobre 2002 est composée à l'origine de 300 hommes (notamment de RDC, du Tchad et du Gabon).





Crédits : ECPAD.

Les 200 à 250 hommes (un état-major, une compagnie d'infanterie et un détachement de soutien) de l'opération Boali, ainsi que les coopérants sur place, assurent des missions d'instruction et de conseil auprès d'unités des FACA (principalement 3 à 4 bataillons d'intervention territoriaux) et de certaines unités de la FOMUC (avant et pendant leur déploiement), et au sein des écoles centrafricaines d'officiers et de sous-officiers de Kassai et de la gendarmerie à Kolongo. **Il s'agit de développer les savoir-faire techniques et tactiques, individuels et collectifs, dans les chaînes fonctionnelles (administration, maintenance, etc.) et dans les unités de combat. Au près de certaines unités, des périodes de recyclage sont également menées.**

Dans le cadre du programme français de coopération RECAP – Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix (européanisé en devenant EURORECAMP-Afrique), ce détachement assure le soutien de la FOMUC devenue en juillet 2008 la MICOPAX (Mission de consolidation de la paix en Centrafrique). Elle passe à 550 hommes (avec l'arrivée du Cameroun) et se dote d'un volet civil. Les contingents sont alors déployés à Bangui, Bozoum, Paoua et Kaga Bandoro.

Face à la détérioration de la situation dans le Nord de la RCA, une zone grise que constitue la région des trois frontières (Tchad, RCA, Soudan) qui est touchée par des rébellions, des opérations de sécurisation sont fréquemment réalisées par les FACA (du moins par les quelques unités opérationnelles). C'est le cas

en janvier 2006 vers Bozoum (Nord-Ouest de Bangui) avec un appui logistique français, en juin vers Gordil et Awakaba, ou encore en novembre suite à des pics de tensions plus violents dans cette région « des trois frontières » du fait du conflit en cours au Soudan voisin.

**2006 – Première offensive rebelle.** En octobre 2006, le mouvement rebelle UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement) déclenche une offensive vers le Sud à partir de la région de Birao (prise le 30 octobre) et s'empare de la localité de Ouandja Djalé (150 km au sud de Birao) pour pousser ensuite vers Bria et ouvrir la route vers Bangui. À la demande des autorités centrafricaines, les militaires français appuient à partir de fin novembre les FACA et la FOMUC dans la ville de Birao (ville de 18 000 habitants située à 850 km au Nord de Bangui et dotée d'un aéroport, infrastructure stratégique dans la région). Il s'agit dans un premier temps d'un soutien en renseignement, en aide à la planification et en logistique, puis d'un appui-feu aérien (via des appareils Mirage F-1 à partir du Tchad). Un avion de transport tactique assure également le transport d'unités FACA et FOMUC vers Birao. Des unités sont envoyées en renfort en RCA à partir du Guépard et des forces prépositionnées au Gabon (PC tactico opératif à Bangui, groupement de GCP, compagnie d'infanterie) afin de stopper l'offensive de l'UFDR vers le sud, de reprendre Birao et d'appuyer les FACA et la FOMUC dans leur reprise de contrôle des préfectures du Nord (Vanaga, Bamingui et Haute Kotto). L'UFDR tente de reprendre Birao le 29 novembre, mais, le 10 décembre, après plusieurs séries de combats brefs et violents, une dernière localité (Ouanda Djalle) est reprise aux combattants de l'UFDR, mouvement qui rallie en 2012 la coalition Séléka.

Lors de ces combats, alors que les DAO (composés généralement de membres des groupes de commandos parachutistes) progressaient en deuxième échelon conformément aux règles d'engagement, ils ont dû à plusieurs reprises utiliser de l'armement lourd dont disposaient les FACA, notamment des mortiers de 60 et de 82 mm de fabrication chinoise. **Ces actions ont permis de rétablir la situation et de prendre l'ascendant sur des adversaires peu manœuvriers mais déterminés,** composés de bandes rebelles transportées par des véhicules de type Toyota, armées de Kalachnikov, de lance-roquettes RPG et de mitrailleuses 14,5 mm. Le

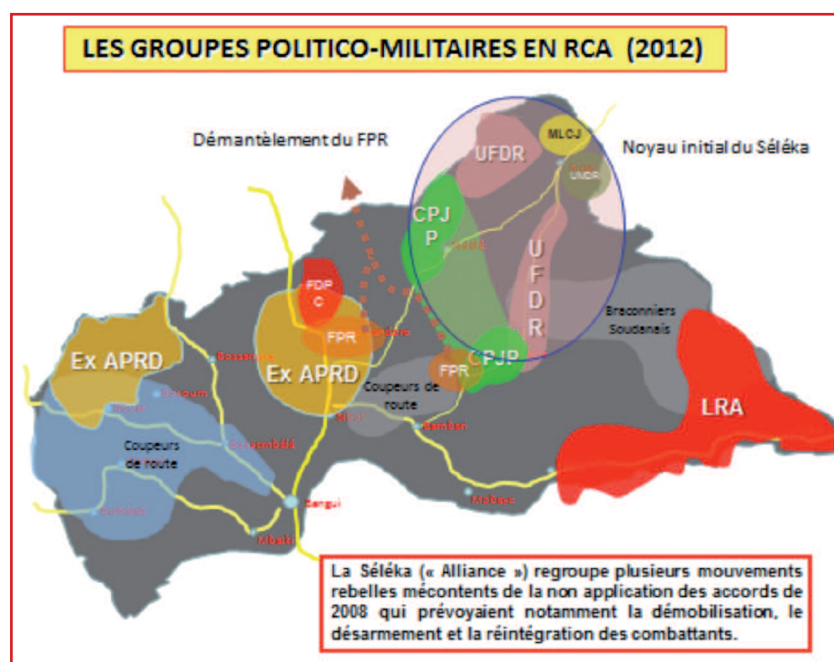
pillage de certains stocks des FACA leur permettent également de disposer de munitions en quantité et de récupérer, parfois, des véhicules blindés. Dans ces combats en savane arborée, en brousse et dans les villages du nord de la RCA un sous-officier des GCP du 2<sup>e</sup> REP avait été grièvement blessé par le tir d'une roquette RPG 7.

**2007 – Deuxième offensive rebelle.** En mars 2007, l'UFDR lance une nouvelle offensive en attaquant Birao et s'empare de l'aéroport en bordure de la ville tout en l'emportant sur le détachement FACA chargé de la défense du secteur et en encerclant le DIO des GCP de la 11<sup>e</sup> BP (18 commandos pris au piège dans Birao). Une opération est alors déclenchée à partir des unités d'alerte en France et des unités prépositionnées (Tchad, Gabon, RCI) pour reprendre l'aérodrome de Birao et venir en aide au DIO isolé, renforcé par les airs le 4 mars par une partie du GCP du 3<sup>e</sup> RPIMa largué sur la ville. Une compagnie d'infanterie en provenance du Gabon (3<sup>e</sup> RPIMa) se voit confier la mission de défense de l'aérodrome de Birao. Elle sera ensuite relevée par une compagnie des Forces françaises de Djibouti (13<sup>e</sup> DBLE). Ces compagnies appuient aussi des unités FACA déployées simultanément et leur redonnent confiance. L'emploi des renforts acclimatés et rapidement projetés par avion tactique fournis par les forces prépositionnées permet au commandement de regagner en liberté d'action avec un effectif un peu plus important (420 personnels) qui lui offre aussi une

**réserve de théâtre.** Le 13 avril 2007, alors que les rebelles de l'UFDR ont été repoussés jusqu'à leur sanctuaire de la frontière tchadienne, un accord de paix est signé entre le gouvernement de RCA et l'UFDR à Birao.

A partir de mars 2008, et pour une durée d'un an, une opération européenne à cheval sur le Tchad et la RCA (**EUFOR Tchad/RCA**) est lancée. Dans ce cadre, la France maintient notamment un dispositif à Birao avec 150 hommes chargés de rayonner par des tournées de province dans la région des 3 frontières afin de participer à la stabilisation de cette zone touchée par les afflux de déplacés et les mouvements rebelles, tout en facilitant la distribution de l'aide humanitaire et assurant la sécurité d'une mission de l'ONU. La mission est marquée par une accumulation de renseignement sur la région, du fait des nombreuses patrouilles. Un sous-officier des forces spéciales est tué en avril durant de la mission.

**Depuis le 8 avril 2010 (et suite à la ratification par les Parlements respectifs), les relations avec Bangui sont régies par un accord de partenariat de défense qui ne prévoit plus l'intervention de la France.** Malgré les demandes de Bangui, la clause d'assistance en cas d'ingérence extérieure est en effet supprimée. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la renégociation des différents accords de Défense en Afrique après le précédent Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (2008).



**2012 – Troisième offensive rebelle.** Certains mouvements d'une opposition politique hétéroclite sur laquelle se greffe un certain nombre d'opportunistes, jugeant que les accords de paix signés en 2007 n'ont pas été respectés, lancent une offensive militaire début décembre 2012. Lors de cette troisième offensive, les rebelles qui attaquent vers le Sud sur 2 axes, prennent en un mois de nombreuses localités et ouvrent la route pour Bangui : Birao, Bria, Bambari, Ouadda, Ndélé, Kaga Bandoro, Damora (à 80 km de la capitale) permettent d'étendre l'influence des rebelles sur le Nord, et le

Centre de la RCA. **Une compagnie d'infanterie (8<sup>e</sup> RPIMa) doit alors assurer la sécurité des ressortissants français et des emprises de la capitale dans un contexte tendu.**

Dans la nuit du 27 au 28 décembre, un état-major tactique et une compagnie (2<sup>e</sup> REP) viennent en renfort depuis le Gabon, avant l'arrivée d'une autre compagnie (2<sup>e</sup> REI) et de deux hélicoptères Puma en provenance du Tchad. Plus de 600 militaires français sont alors présents. Mi-janvier, suite à la baisse des tensions dans la capitale, les deux hélicoptères Puma et une compagnie (2<sup>e</sup> REP) sont désengagés. Cette compagnie s'envolera pour le Mali, participant aux importantes opérations dans l'Adrar des Ifoghas.



Crédits : ECPAD.

**2013 – Quatrième offensive rebelle et chute de Bangui.** En mars 2013 les rebelles de la Séléka passent à nouveau à l'offensive à partir du Nord et du centre de la RCA. La reprise des combats à proximité de Bangui obligent à déployer (en plus des 250 militaires sur place) environ 300 militaires français en provenance des Forces Françaises au Gabon (FFG). Encore une fois, une compagnie du 8<sup>e</sup> RPIMa en fait partie, en plus d'une du 3<sup>e</sup> RPIMa. La Séléka défait rapidement les FACA, soutenues par les contingents des derniers alliés de Bozizé (Afrique du Sud et Ouganda) et bousculent les forces africaines de la MICOPAX qui tentent de lui couper la route de Bangui. Dans ces combats, le 23 mars à 17 km de Bangui, un détachement de 300 Sud-Africains

est surpris par la combativité de la Séléka. Après 13 heures de violents combats et des pertes importantes (13 morts et 27 blessés) il laisse la voie libre à la Séléka pour Bangui qui tombe le 24 mars. Le président Bozizé fuit et se réfugie au Cameroun. Le 4 avril, sous pression de l'opposition sud-africaine, le président Sud-Africain Zuma ordonne le désengagement de son contingent. La coopération avec les FACA est suspendue le 24 mars, que cela soit sur le volet formation, conseil ou appui financier.

Le 6 juin, le dispositif français est à nouveau allégé avec le retrait d'une compagnie. Le détachement Boali compte alors 400 hommes. Dans le cadre prévu des relèves, début octobre, la compagnie du 16<sup>e</sup> bataillon de chasseurs (16<sup>e</sup> BC) est relevée par une compagnie du 21<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (RIMa). A la fin du mois d'octobre 2013, l'EMT du 8<sup>e</sup> RPIMa relève l'EMT du 27<sup>e</sup> BCA et prend le commandement du détachement Boali.

## Que retenir de ces quarante-cinq dernières années ?

Les opérations en RCA ont généralement lieu dans un contexte marqué par des phases d'engagement brèves, intenses et imprévisibles, face à un ennemi volatile et parfois très déterminé. L'environnement est rendu complexe par l'absence d'adversaires clairement désignés, par la présence d'autorités politiques contestées dans leur légitimité, et par des forces de défense et de sécurité locales à la valeur opérationnelle extrêmement variable. **Le transfert des responsabilités aux autorités locales (politiques et militaires) se révèle encore une fois un processus complexe et incertain, bien qu'indispensable.**

## Mouvements et forces armées

Au plan sécuritaire, et en dehors des considérations économiques ou politiques, la **situation en RCA est instable** du fait de **divisions ethniques et religieuses importantes**, mais aussi car elle est au carrefour de nombreux **mouvements de rébellions étrangers** qui utilisent les zones grises frontalières depuis plusieurs



décennies : Soudan (djandjawid), Sud Soudan et Ouganda (LRA), RDC, Congo, Tchad. Ces mouvements font des alliances de circonstances avec les différents gouvernements centrafricains qui se sont succédés, avec les **rebelles centrafricains** et avec les **milices ethniques** ou les **malfrats, les braconniers et autres coupeurs de route** qui sont particulièrement présents dans les parcs animaliers du Nord Est de la RCA et auprès des mines du Sud-Ouest. En outre, ce pays est régulièrement le théâtre d'emploi **d'enfants soldats** par les rébellions et les milices. Enfin les **FACA ont régulièrement été défaits** par tous les mouvements rebelles depuis le renversement de Bokassa. Les différents mouvements armés peuvent terroriser les **populations qui sont souvent victimes de pillages et exactions**. Parmi les différents pays voisins de la RCA qui sont intervenus dans le conflit, le **rôle majeur du Tchad** doit être souligné. Ce sont les forces tchadiennes qui portent Bozizé au pouvoir et qui le protègent. Il ne tombe que lorsqu'elles l'abandonnent.

## Cadre espace – temps récurrent

La RCA est composée de **quatre grand types de terrains : la savane sèche avec épineux au Nord Est, la savane au centre, la forêt dense équatoriale et les fleuves au Sud, les zones urbaines des grandes villes**. Bangui reste un lieu d'affrontement majeur car il est le centre du pouvoir et regroupe près de 40 % de la population du pays (environ 1.2 million d'habitants dans la capitale où toutes les ethnies sont mêlées). La **région des trois frontières est une zone clef pour les différents mouvements rebelles** depuis 2005. C'est de là que sont venues les offensives principales en direction du Sud en novembre 2006, 2007, 2010, 2012 et 2013. Les **périodes de combats correspondent généralement à la saison sèche** qui s'étend de **novembre à avril**, le mois le plus sec étant décembre et le plus humide juillet. Pendant la saison des pluies, les pistes en latérites qui constituent 95 % du réseau routier centrafricain sont difficilement praticables et les aérodromes en latérites sont aussi plus délicats à emprunter.

## Manœuvre tactique et logistique

**Face à l'immensité de la RCA (620 000 km²), le juste emploi de moyens humains et matériels se révèle être l'un des grands défis**. Il s'avère souvent

nécessaire de multiplier les détachements (assurant eux-mêmes leur sauvegarde) afin de couvrir de vastes espaces, tout en disposant d'une réserve de théâtre mobile et réactive, donc généralement soutenue par des **moyens aériens et aéromobiles pour l'appui-feu (CAS, CCA) et le transport**. Les avions de transport tactique (ressources comptées) sont alors indispensables du fait des élongations intra-théâtres ou de la distance séparant la RCA des points d'entrée majeurs d'un pays ne disposant pas d'accès à la mer. La logistique intra théâtre comme la projection stratégique sont des défis comparables à ceux rencontrés au Mali.

**Les forces pré-positionnées se révèlent souvent indispensables pour faire face à ces pics de tension, fournir rapidement les moyens nécessaires, et assurer un point d'entrée pour le soutien des opérations**. C'est notamment le cas des FFG (ex Troupes français au Gabon ou TFG) qui, avec 900 militaires dont 450 permanents, constituent un réservoir de forces utilisé à maintes reprises ces dernières années en Côte d'Ivoire, en RCA, au Mali, etc. Des renforts viennent parfois d'ailleurs en Afrique ou de Métropole afin de remplacer au Gabon les unités envoyées ailleurs, dans le cadre d'une gestion dynamique de ces moyens visant à ne pas les dégarnir. La proximité géographique permet une réactivité maximale (par air ou par voie terrestre), et assure une pré-accoutumance au climat pour les troupes engagées.

**Les multiples opérations avec les FACA** (et des contingents de la FOMAC – Force multinationale des Etats d'Afrique centrale – devenue MISCA, Mission internationale de soutien à la Centrafrique à l'été 2013) **favorisent une connaissance mutuelle**. La restructuration est permanente pour cet outil de défense centrafricain de 8 000 hommes environ (avec la gendarmerie). Pour le volet structurel de cette coopération, des efforts plus ciblés (via une dizaine de conseillers en 2011 contre 50 dans les années 80 et 90) et l'envoi de stagiaires en France (1 stagiaire chaque année à l'École de Guerre, par exemple) ou dans les ENVR africaines (écoles nationales à vocation régionale) commencent dans certains domaines à porter des fruits. La France doit cependant encore subvenir à certains besoins des FACA (via une aide de 1,47 millions d'euros en 2012, par exemple), ou la livraison de certains matériels. Sous des formes multiples, l'assistance au combat et dans la vie quotidienne de ces unités s'avère encore

nécessaire. Dans les combats des 20 dernières années, les FACA, comme les missions africaines engagées en RCA (FOMUC, MISAB, FOMAC, MICO-PAX, MISCA), ont toujours eu besoin d'être conseillées, appuyées et soutenues.



Crédits : ECPAD.

### Points nouveaux qui apparaissent à la faveur des derniers événements (mars à novembre 2013)

- Apparition d'une dimension religieuse dans le conflit (la Séléka composée principalement de musulmans, milices d'autodéfense dans les villages chrétiens dans le Nord-Ouest) alors que les conflits en RCA étaient plutôt marqués par la dimension ethnique.
- Influence de « soldats » soudanais visible chez les rebelles de la Séléka.
- Coexistence de bandes armées de la Séléka et de FACA restructurées dans Bangui, le Nord et le Centre du pays.
- Action de la France en préparation pour raison humanitaire (risque de génocide), déclenchée seulement après une résolution de l'ONU (alors qu'en 2003, 2006, 2007 la France intervenait sans résolution de l'ONU et pour protéger ses ressortissants).
- Projection de moyens lourds par voie maritime puis par route en plus des projections aériennes, contrairement aux opérations précédentes légères et assurées presque entièrement par voie aérienne.



**CENTRE DE DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES**  
**Division Recherche et Retour d'Expérience**  
1, place Joffre – Case 53 – 75700 PARIS SP 07  
[www.cdef.terre.defense.gouv.fr](http://www.cdef.terre.defense.gouv.fr)